

CES MIGRANTS MORTS QUI N'EXISTENT PAS

STATISTIQUES L'Organisation internationale pour les migrations décompte les décès sur le chemin de l'exil. Mais l'ampleur du drame est sous-estimée.

Dix-neuf personnes sont «probablement» mortes au large du Yémen jeudi, alors qu'elles faisaient partie d'un groupe de 180 passagers qui se sont vu ordonner de sauter de leur embarcation par un passeur. La même tragédie avait eu lieu la veille. Cette fois, une cinquantaine de jeunes s'étaient noyés. L'unique source de ces décomptes macabres, utilisés ensuite par les chercheurs, les ONG et les médias, est toujours la même: l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), seule institution qui documente les décès des migrants partout dans le monde.

Son projet de recherche *Mis-sing Migrants* a été lancé suite aux deux naufrages extrêmement meurtriers (environ 400 décès) d'octobre 2013 au large de Lampedusa (I). Sur le site Internet de l'organisation, graphiques et tableaux relatent froidement le nombre de morts par mois, par régions, par régions d'origine, par années. On y apprend que, entre janvier et août, 3501 migrants ont perdu la vie ou sont portés disparus, dont 2408 uniquement en Méditerranée, la route la plus

dangereuse de la planète (68,8% des tragédies en 2017). Au total, le chiffre au bas de la colonne de l'an dernier affiche 7927. Et l'OIM précise qu'il ne s'agit là que d'estimations minimales.

Comment sont établies ces statistiques servant de socle à toutes les analyses migratoires? L'OIM explique prendre en compte les décès survenus aux frontières physiques des États ou pendant une migration impliquant une destination à l'étranger. Pour cela, elle collecte des données en provenance de multiples sources, comme les gouvernements, les gardes-côtes, les polices, les consulats, le personnel médical... Elle mène également des entretiens avec les survivants des naufrages. Enfin, elle utilise les informations rapportées par les médias, les ONG ou le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR).

Ils disparaissent sans témoins
L'OIM est néanmoins consciente que cette méthodologie aboutit à une sous-estimation. À cause de la nature même du phénomène. Les déplacements illégaux évitent par tous les moyens la détection et sont difficiles à tracer. Il est possi-

ble qu'une embarcation et tous ses passagers disparaissent sans que personne ne le sache. Certains experts considèrent même que, pour un corps retrouvé, deux autres ne seront jamais découverts. Dans les cas où des personnes sont sauvées, le nombre de passagers initial reste

incertain. Les témoins, par peur des autorités, sont réticents à signaler l'identité de leurs compagnons de voyage, tout comme les familles craignent d'annoncer les disparitions. En outre, les itinéraires choisis privilégient la discrétion, soit des régions isolées où les

corps ne sont pas toujours retrouvés. La migration implique par ailleurs des réseaux criminels qui ne vont évidemment pas signaler les décès dont ils sont directement ou indirectement responsables. Mais à quel point les chiffres sont-ils sous-estimés? «C'est

malheureusement le compte le plus fiable dont on dispose actuellement. Il faut le prendre avec précaution», explique Charles Heller, chercheur spécialiste des migra-

tions et affilié à l'Université de Londres. L'expert opère une distinction entre les régions. «Je pense que le nombre réel de personnes décédées en Méditerranée

est assez proche des statistiques car, lors de la période récente, il y a eu beaucoup d'attention médiatique et une multitude d'acteurs présents dans cette zone.»

Ce qui n'est pas le cas de la Corne de l'Afrique ou du golfe d'Aden, où l'écart est vraisemblablement plus important. «Ces régions sont beaucoup moins monitorées.» Charles Heller craint néanmoins que la situation ne change en Méditerranée, en raison de la décision de la Libye d'exclure les navires étrangers au large de ses côtes. «Plus les ONG sont criminalisées et repoussées, plus la capacité d'exercer un regard citoyen aux frontières de l'Europe sera amoindrie. Le décalage entre les chiffres et la réalité risque de grandir.»

Une liste pour dénoncer
Dès lors, comment savoir ce qui se passe véritablement sur le terrain de manière à évaluer l'impact des politiques migratoires? «Nous travaillons aussi avec des témoignages de survivants. Les statistiques nous permettent d'inscrire ces cas particuliers dans des tendances

plus larges.» Charles Heller précise que le décompte des morts a débuté en réalité en 1993, à l'initiative de différents réseaux de la société civile. «Cette liste des morts impliquait au départ une dimension critique. Elle servait à dénoncer les décès comme conséquence de la politique migratoire européenne. Car, si l'Europe ne fermait pas ses frontières, les migrants pourraient prendre un ferry ou un avion, comme n'importe qui d'autre et personne ne s'embarquerait sur des bateaux de fortune.» Depuis que l'OIM centralise les données, le décompte s'est dépolitisé. «L'organisation présente un discours neutre qui ne fait pas de lien avec les décisions des États.» Cette attitude est jugée scandaleuse par le chercheur. «Ces morts sont le produit des politiques des États, alors que ceux-ci se désintéressent totalement de ces chiffres. Pour eux, l'important, c'est de savoir combien de personnes arrivent à franchir les barrières de l'Europe.»

Au-delà des enjeux politiques, derrière chaque «unité», il y a une famille qui bien souvent ne sait pas. Car, bien que le corps ait été retrouvé, il n'a pas pu être identifié. «Il n'y a pas d'autre trace de la mort que cette absence de nouvelles», relate Charles Heller. Un indice qui ne permet pas de faire le deuil.

« Il n'y a pas d'autre trace de la mort que l'absence de nouvelles »
Charles Heller, chercheur à l'Université de Londres



L'OIM estime à 60 000 le nombre de personnes mortes en tentant d'atteindre leur destination durant les deux dernières décennies, tout en admettant sous-estimer l'ampleur de la tragédie.

AFP, Les Films Du Tigre